

LE CONSEIL

JOURNAL QUOTIDIEN

POLITIQUE, COMMERCIALE,

RÉPUBLICAIN

DE L'ÉMANCIPATION

INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE.



BUREAUX PROVISOIRES

DU JOURNAL

PASSAGE SAULNIER, 7.

TOUT CE QUI CONCERNE L'ADMINISTRATION

doit être adressé franco

A M. CLODOMIR TASTE,
Propriétaire-Gérant.

PRIX DES ABONNEMENTS.

PARIS.

La semaine.....	fr. 50 c.
Le mois.....	2 "
Trois mois.....	6 "
Six mois.....	12 "
Un an.....	24 "

DÉPARTEMENTS.

La semaine.....	fr. 75 c.
Le mois.....	3 "
Trois mois.....	8 "
Six mois.....	16 "
Un an.....	32 "

PRIX DES INSERTIONS.

Ligne ordinaire.....	30 c.
Id. par abonnement.....	20 "
Id. avec 500 numéros donnés à celui qui fait l'insertion (pour 50 lignes).....	1 fr.

On reçoit les Annonces de Librairie
chez M. MARESQ ET C^{ie},
Rue Git-le-Cœur, 11,
Et chez M. HERMITTE, au Bureau des
Auteurs-Unis, rue Dauphine, 20.

RÉDACTION EN CHEF :

LÉON PLÉE.

RÉDACTION

FINANCIÈRE ET COMMERCIALE :

ADOLPHE SALIN.

NOTA. Toutes les lettres non affranchies sont
rigoureusement refusées.

SOMMAIRE DU 12^e NUMÉRO.

Pourquoi il y a des actes d'indiscipline dans l'armée. — Premier résultat des élections de la garde nationale. — Discours du roi de Prusse. — Suite de la pièce extraordinaire relative aux sociétés secrètes. — Actes de l'autorité : Le chemin de fer d'Orléans et du Centre mis sous le séquestre ; Commande aux fabriques de Lyon de 430,000 écharpes et 43,000 drapeaux ; Instruction du Gouvernement provisoire, relative aux élections. — Faits divers : Curieuse lettre de M. Odilon-Barot à M. Garnier-Pagès ; Moyens proposés pour compter les votes dans les grandes élections ; Hausse et baisse de la Bourse de Paris et de celle de Londres aux époques mémorables ; Duel entre le pape et un officier autrichien. — Feuilleton : La Mort des Girondins, par TOUCHARD-LAFOSSE.

Paris, le 6 avril

POURQUOI IL Y A DES ACTES D'INDISCIPLINE
DANS L'ARMÉE.

M. de Lamartine, qui se trouvera bientôt, comme Napoléon, avoir tout dit, a prononcé autrefois une parole devenue bien célèbre, parce qu'elle était aussi vraie que peut l'être parole de poète : *La France s'ennuie*.

Demanderez-vous maintenant pourquoi des actes d'indiscipline se sont produits dans l'armée? pourquoi cette agitation qui règne sourde ou éclatante dans plusieurs de ses principaux corps? L'armée est dans la position où se trouvait la France quand le grand orateur signalait d'une manière si vive le mal qui rongait le pays : *L'armée s'ennuie*.

Et comment l'ennui ne la dévorerait-il pas?

On se résigne difficilement à être oisif ou inutile, quand on a quelque chose d'ardent à la place où bat le cœur. Le gouvernement déchu avait trouvé ce qu'il appelait la soupape de sûreté, l'Algérie.

Mais Abd-el-Kader est pris, et l'armée s'ennuiera bientôt en Afrique comme en France, si elle s'y sent inutile.

Loin de nous de vouloir encourager ou même excuser l'indiscipline; nous l'expliquons seulement. A ma-

ladie indiquée et constatée, le remède est facile.

Des soldats, et surtout des soldats français, ne se regarderont jamais comme faits pour être entretenus, même grassement, dans des casernes, pareils à ces oiseaux de parade qu'un riche a dans son jardin en symbole d'orgueil et d'opulence. Des soldats voudront toujours jouer un rôle, fût-il passif. Quel est celui que l'on a semblé vouloir destiner à l'armée après la révolution? On serait bien embarrassé de répondre. Partout, les populations se sont armées. Paris entier a des armes. De telle sorte que le seul rôle laissé à nos soldats par l'ancien système de paix, le rôle de garder l'intérieur, leur a été enlevé d'une manière à peu près complète.

Ce qu'on réservait à l'armée, c'était la plus entière inactivité; car dès le 24 février, ce fut à qui s'écrierait imprudemment : La guerre est impossible, la guerre n'aura pas lieu. Nous n'aurons pas même à nous garder. L'Europe ne peut rien entreprendre. Elle n'entreprendra rien.

Voilà donc une armée doublement inutile, doublement oisive. Vous lui enlevez même l'espoir de rendre dans l'avenir service à son pays. Il y a plus, comme pour la narguer, comme pour lui dire : on se défie de toi, vous leviez une garde mobile, vous n'attendiez pas que les troupes eussent quitté Paris pour organiser cette nouvelle force.

De bonne foi, bien qu'en France le soldat soit essentiellement habitué à souffrir, et, comme dit la chanson, à se taire, que dut penser l'armée?

Elle avait aidé la victoire du peuple, et aidé assez puissamment pour qu'on la regardât comme révolutionnaire. Croyez-vous qu'elle n'eût pas ses raisons? Depuis 18 ans elle assistait, l'arme au bras, aux insultes de l'Europe; on lui refusait la gloire, ce pain si désiré du soldat. Elle ne servait à rien, qu'à garder un pouvoir qu'elle méprisait. Le jour venu, elle a donné ses armes pour le renverser.

Et la voici, comme les grenouilles de la fable, passée

d'un état de choses dont elle souffrait, à un état de choses dont elle souffre davantage, dont elle souffre d'autant plus qu'elle l'a souhaité et préparé. La voici à la fois inactive, suspecte, et déclarée inutile dans l'avenir.

Évidemment une telle position était insupportable. Le patriotisme le plus pur, le plus modeste, n'y eût pas tenu plus longtemps. Ça et là se sont produits des symptômes alarmants.

A qui la faute? Quels sont les vrais auteurs de ce qui s'est passé; à qui doivent s'en prendre nos gouvernants?

En vérité la critique est trop facile, et par les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons, il faut reconnaître les énormes difficultés que l'on rencontre dans le maniement des choses et des hommes. Mais il est temps encore de réparer le mal qu'on a laissé faire.

Il faut occuper l'armée!

Vous avez armé toute la France, et les gardes nationales suffisent à garder l'intérieur. Vous ne pouvez donc lui assigner l'occupation que l'ancien régime prétendit pendant 47 ans lui imposer. Vous ne pouvez pas non plus en faire une armée de travailleurs, car vous avez des multitudes d'ouvriers qui demandent du travail, et auxquels vous ne sauriez faire concurrence sans une violence injuste. Trouvez-lui donc une occupation qui convienne à des soldats français?

Nous l'avons déjà dit à nos gouvernants, ou du moins nous l'avons dit pour que nos paroles leur parvinssent, la science du gouvernement n'est autre chose que la conscience des situations. On n'emporte les positions redoutables qu'en les attaquant avec ardeur et avec ensemble.

Avouez-le : l'armée s'ennuie, l'armée s'inquiète, l'armée s'est crue suspecte et inutile. Détrompez-la : le drapeau de la France mérite qu'on le déploie pour quelque chose et quelque part. Une fois qu'il aura flotté autour de sa hampe, vous les verrez tous ces robustes en-

FEUILLETON.

LA MORT DES GIRONDINS.

La lecture de ce *factum* indigeste étant terminée, un défenseur fit observer que, contrairement à toutes les formes judiciaires, aucune des pièces invoquées dans l'acte ne lui avait été communiquée, et qu'il demandait que le tribunal délibérât sur cette présentation, indispensable pour la formation d'une procédure régulière. A cette demande, le président, après avoir *chuchoté* un moment à sa droite, répondit « que l'immensité des pièces rendait leur communication difficile; que, d'ailleurs, beaucoup d'entre elles se trouvaient sous le scellé chez les accusés : qu'on les ferait prendre, mais qu'on allait toujours procéder aux débats. » Il était donc évident que l'acte d'accusation avait été dressé sur l'autorité de pièces qu'on n'avait point vues, et qu'on ne laissait pas néanmoins d'invoquer à l'appui de cet acte inique.

« Vous voyez bien, mes collègues, dit Vergniaud, avant de prendre la parole, vous voyez bien que pour anéantir ce fatras monstrueux, je n'avais pas besoin de préparation; ce que j'ai fait ne peut même me servir. Je m'étais préparé à combattre une accusation au moins conçue avec quelque adresse; que voulez-vous que viennent faire les arguments de la

» saine logique et de la vérité dans un procès où nous
» n'avons à repousser qu'une œuvre de folie furieuse?
» On ne discute pas avec des enragés, on les étouffe,
» et j'espère étouffer ceux-ci aux applaudissements de
» ce peuple accumulé derrière nous, quelque férocité
» qu'on se soit efforcé d'exciter en lui. »

En effet, lorsque l'illustre Girondin eut commencé le plaidoyer dans lequel il embrassait sa défense et celle de ses collègues, une silencieuse attention régna dans l'auditoire. Les juges eux-mêmes, invinciblement attentifs, écoutèrent avec un intérêt que le seul Fouquier-Tinville parvenait à dissimuler sous un semblant d'ironie et de dédain. Quant aux jurés, ils se penchaient fréquemment à l'oreille les uns des autres, et semblaient se communiquer la conviction dont ils se laissaient pénétrer. Vergniaud, avec une méthode aussi précise que lucide, abordait chacun des griefs énoncés dans le travail d'Amar, non pour le combattre dans une discussion serrée, ce soin eût été superflu; il l'abattait d'un seul coup de cette masse que l'innocence et la vérité savent toujours saisir contre l'imposture et la mauvaise foi. Les vives apostrophes de Vergniaud, ses pénétrantes ironies, ses mouvements de logique entraînants, ses périodes pleines d'images tour à tour suaves et déchirantes, enfin les coups de foudre pressés dont son éloquence sublime atteignait ses accusateurs, tantôt produisaient sur l'auditoire une émotion ou profonde ou saisissante, tantôt le tenaient sous le charme d'une céleste harmonie.... Les juges sentaient désarmer leur barbarie ordinaire. La mythologique allusion des

tigres oubliant leur férocité aux pieds d'Orphée, se réalisait au tribunal révolutionnaire.

Mais le terrorisme avait prévu l'effet de l'éloquence qui, tant de fois déjà, avait fait tomber le glaive des mains de la terreur. Le nommé Audouin s'était présenté la veille à la barre de l'Assemblée à la tête d'une députation, et avait fait entendre ce discours. « Citoyens représentants, toutes les fois que la société des Amis de la Liberté et de l'Égalité a des alarmes, elle vient les déposer dans votre sein. Ne vous en étonnez pas. Depuis que ses ennemis ne sont plus dans vos rangs, ici comme aux Jacobins, nous sommes au milieu des amis de la liberté et de l'égalité. Vous avez créé un tribunal révolutionnaire chargé de punir les conspirateurs : nous croyions que l'on verrait ce tribunal découvrant le crime d'une main et le frappant de l'autre; mais il est encore asservi à des formes qui compromettent la liberté. Quand un coupable est saisi commettant un assassinat, avons-nous besoin, pour être convaincus de son forfait, de compter les coups qu'il a donnés à sa victime? Eh bien! les délits des députés sont-ils plus difficiles à juger? N'a-t-on pas vu le squelette du fédéralisme, des citoyens égorgés, des villes « truites? Voilà leurs crimes. Pour que ces monstres périssent, attendons-nous qu'ils soient noyés dans le sang du peuple? Le jour qui éclaire un crime d'Etat ne doit pas luire pour les conjurés. Vous avez le maximum d'opinion; frappez. Nous vous proposons : 1^o de débarrasser le tribunal révolutionnaire des formes qui étouffent la conscience et empê-

lants de la vieille Gaule se serrer autour de lui en phalange invincible.

Inoccupés aujourd'hui, ils méritent vos merceniales; occupez-les, et demain je vous entendrai dire :

Qu'ils ont bien mérité de la Patrie.

LÉON PLÉE.

Les élections de la garde nationale ne présentent pas jusqu'à présent un mouvement aussi républicain qu'on eût pu s'y attendre. Les urnes du scrutin sont loin d'avoir reçu les votes de tous les électeurs inscrits. Voici les résultats connus au moment où nous mettons sous presse.

	Citoyens.	Votants.	Suffrages.
1 ^{re} LÉCION.	De Tracy.....	40,254	6,066
2 ^e —	A. Thomas.....	45,055	7,390
	Fourneyron.....		2,766
	Delaage.....		4,288
	(Ballottage pour demain.)		
3 ^e —	Thirion.....	?	?
4 ^e —	Général Piat.....	?	400?
5 ^e —	Favrel.....	9,747	8,744
7 ^e —	Dauphin.....	7,945	7,024
8 ^e —	Bourdon.....	40,832	10,059
9 ^e —	Gauthier.....	4,339	3,924
10 ^e —	Ramond de la Croisette.	4,803	2,898
13 ^e CAVAL.	Trélat.....	634	381

Le résultat du 1^{er} arrondissement est d'autant plus notable que le bruit avait couru que si le citoyen Tracy était nommé, les faubourgs se porteraient sur cet arrondissement.

JOURNAL DE TOUS.

Proposition adressée aux républicains de tous les clubs, par le citoyen FÉLIX ÉTIENNE, l'un des secrétaires du Club de l'Émancipation des Peuples.

Citoyens républicains,

Permettez-moi de soumettre à votre adhésion la proposition d'établir dans chaque mairie une caisse nationale, destinée à des prêts d'argent pour les employés, artistes, ouvriers, hommes de lettres sans occupation, à raison de 4 fr. par jour, pour chaque citoyen, jusqu'au moment où il serait placé ou occupé.

Pour former cette caisse on nommerait des délégués de chaque club et de chaque arrondissement, qui iraient à domicile chez les citoyens aisés, pour les prier de faire un placement de fonds à la caisse nationale de leur arrondissement, afin de venir en aide à ceux de leurs frères qui se trouvent dans la gêne.

A mesure que chaque citoyen serait placé, il rembourserait à la caisse nationale, de mois en mois (selon ses appointements), les prêts qui lui auraient été faits, à raison de 5 0/0 d'intérêts, lesquels seraient également remboursés en tout ou en partie, selon la volonté du citoyen qui aurait prêté.

ACTES DE L'AUTORITÉ.

AVIS AUX CITOYENS ÉLECTEURS DE PARIS.

A l'approche des élections, le Gouvernement provisoire veut que tous les citoyens qui sont appelés pour la première fois à voter pour la nomination des représentants du peuple, sachent bien ce qu'ils doivent faire quand ils vont exercer ce droit important.

« chent la conviction; 2^o d'ajouter une loi qui donne aux jurés la faculté de déclarer qu'ils sont assez instruits... Alors et seulement alors, les traités seront déçus et la terre sera à l'ordre du jour. »

Il faut vraiment que le *Moniteur* ait inscrit sur ses feuilles irrécusables de tels accès de délire pour qu'on puisse y croire. Eh bien! ce discours fut prononcé devant une élite d'intelligences; cette terre, déclarée à l'ordre du jour, paralysa toutes les langues, excepté celle du député Osselin, qui trouva des accents pour faire décider la seconde partie de la proposition d'Audouin. Le tribunal fut débarrassé par le fait des formes judiciaires, puisque, par l'autorité du décret, les jurés purent se déclarer assez instruits. Les Jacobins allaient pouvoir sacrifier à leur gré ces redoutables rivaux qui compromettaient la liberté... de leurs sanglants aventures.

Un agent du comité de Salut public, blotté dans un coin de la salle où siégeait le tribunal révolutionnaire, en était sorti pour aller rendre compte à ce comité de la sensation produite par le discours de Vergniaud; le grand orateur parlait encore lorsque le décret, rendu la veille, fut apporté au président, notifié sur-le-champ au tribunal. Se levant alors, le chef des jurés, dominant d'une voix de Stentor le plaidoyer de Vergniaud, lança dans l'Assemblée cette terrible déclaration : *Le jury est suffisamment informé...* Le président retire aussitôt la parole au solennel défenseur; la bouche éloquent qui allait acquiescer à une conviction salutaire est impérieusement fermée.

Quels sont les citoyens qui ont le droit de voter?

Tout citoyen âgé de vingt et un ans, et qui n'a été frappé d'aucune condamnation judiciaire qui le déclare incapable, a le droit de participer à la nomination des représentants du peuple; mais avant d'être admis à voter, il doit d'abord être inscrit sur la liste des électeurs.

Liste des électeurs, comment s'y fait-on porter?

La liste des électeurs est faite à chaque mairie dans chaque arrondissement; elle contient le nom, les prénoms et l'âge de tous les citoyens qui habitent cet arrondissement depuis six mois.

En conséquence, tout citoyen âgé de vingt et un ans, non encore inscrit, doit se présenter à la mairie de l'arrondissement qu'il habite depuis six mois, ou du dernier arrondissement qu'il avait habité pendant six mois, et doit demander qu'on le porte sur la liste des électeurs.

Mais tout citoyen âgé de vingt et un ans déjà inscrit pour voter dans les élections de la garde nationale n'a pas besoin de se présenter de nouveau; les maires de chaque arrondissement prendront les mesures nécessaires pour que les listes dressées en vue des élections de la garde nationale servent pour l'élection des représentants du peuple. On supprimera les noms des citoyens qui n'auraient pas vingt et un ans, on ajoutera les noms de ceux qui auront dépassé leur cinquante-cinquième année, et les listes seront ainsi légalement faites.

Comment le citoyen peut-il prouver qu'il a vingt et un ans?

Si le maire ou la personne chargée de recevoir l'instruction d'un citoyen, lui demande de prouver qu'il a vingt-et-un ans, le citoyen devra produire son acte de naissance. La production de cet acte est facile pour le citoyen né à Paris : à chaque mairie, au greffe, on délivre sans frais les extraits de naissance; on peut d'ailleurs consulter immédiatement les registres. Pour ceux qui ne sont pas nés à Paris, ils devront réclamer chez eux leur acte de naissance.

Recommandation aux citoyens.

Le Gouvernement provisoire recommande à tous les citoyens cette formalité nécessaire de l'inscription sur la liste. Le citoyen non inscrit ne pouvant pas être admis à voter, il perdrait son droit, s'il ne l'assure pas en se faisant porter sur la liste, et la vérité, la sincérité de l'élection sera d'autant plus certaine aux yeux de tous, que l'universalité des citoyens aura donné son concours à la nomination des représentants du peuple.

Quand finit le droit de se faire inscrire?

Jusqu'au 13 avril à minuit, les inscriptions sont reçues à chaque mairie. Le 15 du mois d'avril, une liste paraîtra dans chaque arrondissement, elle sera affichée à un grand nombre d'exemplaires.

Le lendemain 16, et jusqu'au 20 avril à minuit, tous ceux dont les noms ne se trouveront pas sur la liste de leur arrondissement auront encore le droit de réclamer leur inscription. Le 21 et le 22, les listes définitives additionnelles seront publiées et affichées. Ainsi le droit de se faire inscrire finira le 20 avril à minuit.

Avertissement aux citoyens.

Les citoyens sont avertis que, dans chaque mairie, des employés sont constamment à la disposition des électeurs pour recevoir leurs noms; et comme le gou-

vernement veut que les ouvriers soient inscrits, chaque mairie s'ouvrira le matin à six heures, et ne se fermera qu'à dix heures du soir, de sorte qu'avant de se rendre au travail et en revenant du travail, les ouvriers peuvent se présenter pour obtenir leur inscription.

Des cartes d'électeurs.

Une fois inscrit, l'électeur devra retirer à la mairie de son arrondissement une carte d'admission, avec laquelle il entrera dans le collège, pour y exercer son droit. La carte qui porte le nom de l'électeur, indique la section où il doit aller voter, l'heure où s'ouvre le scrutin, l'heure où il se ferme, le nombre de jours pendant lesquels le vote sera reçu. Des affiches spéciales feront connaître les divers bureaux où les cartes seront délivrées.

Ce qui doit précéder le vote.

Avant qu'ils se rendent à l'assemblée pour déposer leur vote, on ne saurait trop recommander à tous les électeurs de se réunir en comités, en assemblées préparatoires, ou de chercher un certain nombre d'entre eux pour fixer les candidatures, pour bien s'éclairer sur les choix à faire, de manière à ce que les représentants qui seront nommés pour l'Assemblée nationale soient l'expression réelle de la volonté du peuple.

L'élection.

Au jour de l'élection, dimanche 23 avril, voici ce que fera l'électeur :

D'abord, il écrira ou fera écrire d'avance, et avant d'entrer dans la salle, sur un bulletin, trente-quatre noms qu'indiquent les choix qu'il a faits pour l'Assemblée nationale. Il peut avoir ces trente-quatre noms imprimés ou lithographiés. L'important, c'est qu'il connaisse bien les citoyens que son bulletin désigne comme représentants.

L'électeur, muni de son bulletin, se rendra au lieu que sa carte lui désignera pour lieu de réunion, où il doit aller voter.

A l'appel de son nom, l'électeur présentera son bulletin au président, qui le déposera dans l'urne en présence de l'électeur, qui alors se retirera. Si l'électeur n'assiste pas au premier appel, il pourra se présenter dans la journée jusqu'à l'heure indiquée sur la carte, pour la clôture du scrutin, il remettra son bulletin au président comme il est dit ci-dessus, en faisant connaître son nom.

Comme le dimanche ne suffira pas à recevoir les votes de tous les électeurs, les citoyens auxquels il sera impossible de voter le premier jour seront admis à voter dans les jours suivants, selon ce qui sera dit sur la carte d'électeur.

Ainsi s'accomplira le droit, ainsi s'accomplira le devoir de chaque citoyen.

Le Gouvernement provisoire espère que ces explications, rendues aussi claires que possible, faciliteront au peuple tout entier les moyens de remplir un devoir aussi important. Il recommande encore à tous les citoyens, avec les plus vives instances, en terminant cette instruction, de se réunir pour bien s'entendre sur le choix des candidats, et de ne pas manquer d'aller déposer leur vote dans l'urne électorale.

Fait en séance du gouvernement, le 4 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Sur le rapport de la Commission de Gouvernement pour les travailleurs,

La condamnation des vingt-et-un accusés suivit de près : elle fut prononcée sans délibéré; et, lorsque la sentence de mort eut cessé de retentir à l'oreille des condamnés, un cri puissant, parti de leur groupe, se fit entendre... c'était celui de *vive la République!* Mais ce cri ne fut pas euphonique : un dernier soupir s'y mêla... Gensonné, depuis un instant, s'efforçait de soutenir Valazé, qui chancelait sur son banc... *Que fais-tu donc, lui disait-il, as-tu peur?*... — Je meurs!!! répondit le Girondin, qui venait de se percer le cœur avec un stylet qu'il avait caché parmi des papiers destinés à sa défense... Le *qu'il mourut* du vieil Horace est un beau mouvement de la poésie écrite; mais quelle plume essaiera d'égaler le *je meurs!* de Valazé. Ce dut être en cet instant que Vergniaud, se tournant vers son collègue, le médecin Lehardy, lui dit : « Docteur, sacrifiez un coq à Esculape, voilà déjà un de vos malades guéri » En ce moment aussi, Genlis, qui avait été courtisan, mais qui se montrait homme de cœur à cette heure suprême, Genlis s'écria au milieu du tribunal : « Je suis arrivé ici infirme et malade; mais votre jugement me rend toute l'énergie de ma jeunesse et de ma santé... Voici le plus beau jour de ma vie! — Nos juges seront jugés là-haut, dit Gensonné. — Sur le rapport de Valazé, qui a pris le devant, dans l'intérêt de l'instruction, » ajouta Ducos en souriant.

Les vingt-et-un condamnés quittèrent la salle du tribunal : dix-sept, réunis par petits groupes, se donnant le bras comme des écoliers en promenade; trois autres escortant un objet recouvert d'un drap sanglant...

Ayuntamiento de Madrid

c'était Valazé, qui avait pris le devant pour déposer à pied de l'Eternel, dans l'intérêt de l'instruction. Ce collège, qu'on eût pu qualifier de funèbre si quelque goutte de sang ne se fussent échappées du brancard sur lequel on portait la vingt-et-unième victime, s'avancait sous les sombres voûtes de la Conciergerie quatre guichetiers le précédaient, portant des torches dont la grande lueur glissait sur les murailles humides bientôt rendues à l'obscurité. Un groupe de soldats sales, hideux, étrangers à la discipline, marchait bruyamment derrière les condamnés, les injuriant de toutes les apostrophes. L'esprit militaire, qui n'insulte pas même en tuant, manquait à ces janissaires farouches. Ils appartenaient évidemment aux bandes de la Commune : c'était septembre armé, à dit spirituellement Nodier.

Nous admettons volontiers, avec M. Thiers, que les Girondins firent, le 30 octobre, à la Conciergerie, un dernier repas en commun, où ils furent tour-à-tour gais, sérieux, éloquentes; mais, nous le répétons, il est difficile de croire qu'à ce festin, qui précéda de quelques heures le supplice de ces hommes supérieurs, ils aient pu consteller leur entretien d'une myriade de périodes philosophiques, enchaînées dans leurs discours comme des rubis dans une couronne. Quelque mépris que l'âme professe pour la mort, elle a cependant besoin de mettre toute son énergie aux ordres de sa stoïcité, faut beaucoup de liberté d'esprit pour jouer avec des phrases, pour les nuancer de mots ingénieux, à ce dernier lueur du crépuscule de la vie; et la philos-

Considé
scrit du 2
la durée
Le Gouv
Tout che
dix heur
de 50 à
en cas d
un empi
tois. Le
s invain
Fait en

Le Gouv
Le décret
Vu le d
ix jours
2 février
Vu l'art
Considé
accordé a
le dénonc
actuelles;
Que, d'
noyens d
rembours
Sur le m
De
Provisio
ordonné,
l'effets d
pris les d
Fait en

Le Gouv
Il sera
Il sera
écharpes
fonds né
ont mis
Gouverne
command
le receve
Le min
sont char
Fait à P

— Le
Vu le
oyens B
extraord
Centre;
Considé
plus auj
service
Considé
et du d
ment l'a
mins, t
crêts de

hie qui
ainsi ses
gères. S
rette ap
dernier
trouve a
Mercien
en toile
hideuse
possible
ture av
facultés
nuire.
Nous
sein de
laisa p
pés au
qui fu
Gensonn
aller as
tableau
repolit
détrôn
conte l
— Val
ambiti
honora
lant su
froide
tendre

chaque
ermiera
rendre
rs peu-
mairie
avec la-
cer son
in-lique
ouvre le
e jours
hes spés-
s cartes

Considérant qu'il importe de donner une sanction au décret du 2 mars 1848, en ce qui concerne la fixation de la durée du travail effectif dans Paris;
Le Gouvernement provisoire décrète :
Tout chef d'atelier qui exigera de ses ouvriers plus de dix heures de travail effectif sera puni d'une amende de 50 à 100 fr. pour la première fois; de 100 à 200 fr. en cas de récidive, et, s'il y avait double récidive, d'un emprisonnement qui pourrait aller de un à six mois. Le produit des amendes sera destiné à secourir les invalides du travail.

Fait en conseil de gouvernement, le 4 avril 1848.

» Les membres du Gouvernement provisoire. »

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Décret rectificatif.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Le décret du 29 mars 1848 est rectifié comme il suit :

Vu le décret du 4^{er} mars courant, qui a prorogé de dix jours l'échéance des effets de commerce depuis le 2 février jusqu'au 29 mars présent mois :

Vu l'art. 106 du Code de commerce;

Considérant que le délai ordinaire de quinze jours accordé au porteur pour exercer son recours par voie de dénégations, est insuffisant dans les circonstances actuelles;

Que, d'ailleurs, il est utile d'accorder au porteur les moyens de faciliter aux endosseurs ou autres obligés le remboursement qui pèse sur eux;

Sur le rapport du ministre de la justice,

Décète :

Provisoirement, jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné, le délai de quinze jours accordé aux porteurs d'effets de commerce est prorogé de quinze, non compris les délais de distance.

Fait en conseil de gouvernement, le 4 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Il sera fait une première commande de 130,000 écharpes et 43,000 drapeaux à la fabrique de Lyon. Les fonds nécessaires à l'exécution de cette commande seront mis à la disposition du citoyen commissaire du Gouvernement à Lyon, qui sera chargé de faire les commandes et d'en suivre l'exécution de concert avec le receveur général des finances.

Le ministre des finances et le ministre du commerce sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris en conseil de gouvernement, le 4 avril 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

— Le Gouvernement provisoire.

Vu le décret du 30 mars 1848, portant que les citoyens Bineau et Didier ont été nommés commissaires extraordinaires près les chemins de fer d'Orléans et du Centre;

Considérant qu'il est établi que ces compagnies n'ont plus aujourd'hui un pouvoir suffisant pour assurer le service des transports;

Considérant que dans cet état de choses il est du droit et du devoir du Gouvernement de prendre provisoirement l'administration et l'exploitation de ces deux chemins, toute réserve faite d'ailleurs des droits et des intérêts des actionnaires et des tiers;

hie qui s'apprête à mourir dignement n'éparpille pas ainsi ses inspirations dans une floraison de pensées légères. Sans doute, au bruit strident de la fatale charrette approchant pour conduire vingt voyageurs au dernier relais des vivants, il a pu surgir de ces mots que trouve aisément l'imagination surexcitée. Lacaze, après Mercier, appela peut-être Robespierre un loup-cervier en toilette de bal; Antiboul put répéter que la figure hideuse de Danton épouvantait la liberté; il est encore possible que Carra ait déclaré que la prévoyante nature avait privé Couthon, ce Scarron politique, de ses facultés locomotives, pour restreindre ses moyens de nuire.

Nous sommes disposé à croire que Genonné, du sein de sa sensibilité morose et quelque peu ironique, laissa poindre des réflexions sur les Girondins échappés au supplice : sectateurs errants d'une cause perdue, qui fuyaient la mort et que la mort poursuivait. Mais Genonné, préoccupé du sort des proscrits, se laissa-t-il aller assez à un cours de riantes idées pour faire ce tableau allègre de la vie de ses amis : « Salles relit et repolit cette éternelle tragédie qui doit incessamment détrôner Voltaire. — Barbaroux achève de rimer un conte badin, dont les dames n'avoueront pas la lecture. — Valady frissonne au seul nom de l'échafaud, qu'il ambitionnait comme le terme le plus glorieux d'une honorable vie. — N'entendez-vous pas Louvet, modulant sur tous les tons de sa prose cadencée, un peu froide, à mon avis, quand elle n'est pas libertine, de tendres invocations à la massive Iris, qu'il a baptisée

Décète :

Art. 1^{er}. Les chemins de fer de Paris à Orléans et du Centre sont placés sous séquestre.

Ils seront administrés et exploités sous la direction du ministre des travaux publics.

Art. 2. Le citoyen Sauvage, ingénieur des mines, est nommé administrateur des deux chemins; il y exercera ses pouvoirs sous l'inspection des citoyens Didier, inspecteur divisionnaire des ponts et chaussées, et Bineau, ingénieur en chef des mines.

Art. 3. A dater de ce jour, tous les produits directs et indirects des deux chemins seront perçus nonobstant toutes oppositions ou saisies-arrêts, et seront appliqués à tous les besoins de l'entreprise.

— Le ministre de la marine et des colonies arrête ce qui suit :

1^o Le titre d'élève de marine est remplacé par l'appellation républicaine d'*aspirant de marine*;

2^o Les volontaires de la marine prendront désormais le titre d'*aspirants-auxiliaires* de la marine.

RÉSUMÉ DES NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

Le roi de Prusse vient de proposer, dit-on, officiellement à la France une alliance offensive contre la Russie, en faveur de la Pologne. La diète prussienne a été ouverte le 2 avril à midi. Voici le discours du trône lu par le ministre Camphausen.

« Messieurs,

» S. M. le roi m'a donné l'ordre de faire en son nom l'ouverture de la deuxième diète réunie. De grands événements ont ébranlé une partie de l'Europe, et notre patrie en a ressenti le contre-coup. Ils nous menacent de grands dangers, tout en nous ouvrant un brillant avenir. La Prusse et l'Allemagne supporteront ce moment de transition, si elles se meuvent avec un courage réfléchi et une force régulière sur la route nouvellement tracée. L'unité de l'Allemagne est depuis longtemps le but vers lequel tendaient tous les esprits, mais souvent sans espoir. Aujourd'hui nous y marchons à pas redoublés, et S. M. nous offre la main avec l'appui de 15 millions d'âmes.

» Les droits politiques des citoyens dans l'Etat étaient en Prusse un besoin d'autant plus vivement senti, que le peuple avait atteint un degré de culture intellectuelle qui le mettait au moins sur la même ligne que d'autres peuples vivant sous des formes constitutionnelles plus libres. S. M. le roi a promis une nouvelle constitution, et déjà nous sommes réunis pour poser les bases d'un édifice durable. Espérons que l'œuvre s'élèvera rapidement et qu'elle se rattachera au grand édifice de la constitution de tous les peuples allemands en s'harmonisant avec lui.

» Il est regrettable qu'il ait été impossible d'entrer dans ce nouvel état de choses sans le cortège des souffrances dont la société est en ce moment frappée. Notre seule consolation est que les dernières semaines ont mis à découvert beaucoup de plaies cachées et nous ont appris comment il fallait les guérir. Le gouvernement reconnaît la tâche de fortifier de nouveau le pouvoir, d'affermir les liens de l'ordre légal, d'animer la confiance, de relever le crédit affaibli et de coopérer au rétablissement de l'industrie et d'un travail rémunérateur; il s'efforcera de maintenir la paix au dehors aussi longtemps que l'honneur de l'Allemagne le permettra, et de rétablir la tranquillité dans l'intérieur pour l'honneur de l'Allemagne. Il compte à cet égard sur la saine rai-

son des citoyens appelés à prouver qu'ils étaient unis pour la liberté.

Le gouvernement compte aussi sur l'appui de la haute diète réunie, sur un appui qui, s'il est accordé, se manifestera par une pleine liberté de délibération et de conviction. Personne ne prétendra se soustraire entièrement à l'impression qu'une expression puissante de l'opinion publique est de nature à exercer sur les idées individuelles; personne ne voudra nier que ce qui, dans un temps de convictions consciencieuses, ne paraîtra pas prudent, peut devenir utile et indispensable dans un autre temps. Il n'est pas douteux non plus que la haute assemblée tiendra compte, dans ses délibérations, du changement des circonstances. Mais il faut qu'aujourd'hui même la libre expression de ces opinions soit agréable au pays, de même qu'elle sera agréable à S. M. et aux conseillers de la couronne.

» Le peuple prussien, qui a commencé à discuter librement ses affaires les plus importantes dans la presse et dans les réunions publiques, ne peut pas méconnaître que la vérité ne se fait jour que par la lutte des opinions, et que pour garantir la liberté, il faut que chaque opinion se manifeste sans obstacle.

» Quoique la haute diète réunie devie considérablement, tant par sa composition que par ses droits, de la représentation nationale future, le gouvernement attache, même actuellement, un grand poids à ses conseils, et c'est dans cet esprit que je livre les propositions de S. M. à votre examen et à vos délibérations.

Le ministre présente ensuite un projet de loi sur les élections. Le préambule est ainsi conçu : « Nous, Frédéric-Guillaume, etc., pour établir sur la base la plus large la constitution que nous avons promise à notre peuple, il faut que cette constitution soit votée par une assemblée délibérante composée de représentants du peuple librement élus; en conséquence, nous avons fait rédiger un projet de loi électorale provisoire, contenant les dispositions d'après lesquelles cette assemblée, qui, d'après la nature de sa tâche transitoire, n'admet pas la division en deux chambres, devra être élue et formée.

« En faisant présenter ce projet à la diète réunie pour la dernière fois dans sa forme actuelle, nous vous recommandons de délibérer promptement, afin que, par l'établissement d'un état légal, solide et national, on puisse réaliser tous les bienfaits dont nous avons la sincère volonté de doter notre peuple libre et fidèle, par le développement entier et sincère d'une constitution libre. Cette constitution, dont nous ferons présenter le projet à l'assemblée qui sera élue d'après la nouvelle loi électorale, doit se rattacher, d'après notre intention et pour remplir complètement son but, à la majorité des institutions constitutionnelles de l'Allemagne, et se mettre d'accord avec les conventions faites pour l'établissement d'une constitution fédérale allemande. »

NOUVELLES DIVERSES.

LOCATAIRES ET PROPRIÉTAIRES. — M. le commissaire du Gouvernement près le tribunal de la Seine, Landrin, a ordonné que des instructions fussent commencées sur des faits qui lui ont été dénoncés relativement à l'extorsion de quittances de loyers faites au préjudice de plusieurs propriétaires. L'autorité est disposée à sévir contre les gens qui auraient recours à de pareils moyens pour violer les droits des propriétaires. On comprend du reste qu'il en doit être ainsi, si l'on veut que la co-

du nom sarmate de Lodoiska?—Buzot, plus enorgueilli qu'il ne le pense lui-même de la royauté imaginaire que lui ont conférée nos ennemis, déclame d'une voix imposante ou gourmande les esprits irrésolus avec une rigueur impériale. — Pétion, fier de ses beaux cheveux blanchis avant l'âge, prêche avec la gravité du patriarche ou la solennité du pontife. — Enfin, Cussy tempête contre sa goutte, et s'en console en buvant plus sec qu'il ne convient à son régime. — Si ce discours, que Nodier met dans la bouche de Genonné, formule trop explicitement les réflexions du Girondin, nous croyons qu'il interprète du moins ses pensées avec une connaissance parfaite de son caractère.

Cependant l'aurore du 31 octobre étendait à l'horizon sa robe de pourpre : aurore suprême pour les vingt condamnés, qu'ils allaient admirer avec le triste charme d'un adieu, sur la route de l'éternité. On a dit qu'à cette heure plusieurs des Girondins s'étaient versé, en rasades redoublées de liqueurs généreuses, cette effervescence qui voit les plus sanglantes catastrophes comme des événements ordinaires : philosophie factice à laquelle l'héroïsme dut quelquefois ses palmes, ses couronnes, et qui, sous les sombres voûtes de la Conciergerie, put inspirer de gais refrains aux martyrs de la liberté.

Mais Vergniaud, dont la résignation était plus calme, conséquemment plus grande encore; Vergniaud, retiré dans le fond de la salle, roulait depuis quelques instants, entre ses doigts, sa montre, qui devait marquer, pour lui, trois heures encore d'existence. Tout à coup,

dégageant ce bijou de sa double boîte, cerclée en cuivre, il l'ouvrit, et de la pointe d'une épingle, grava, à l'intérieur de la seconde boîte, son nom et celui d'Adèle. Vergniaud, nous l'avons dit, n'avait point été exempt de ces passions impétueuses qui, trop ordinairement, sont une émanation des grandes qualités; ne sait-on pas que les unes et les autres coulent de la même source, et que si le sang bout dans les veines pour l'exercice des vertus, il s'attédie rarement au sein des égarements? L'illustre Girondin avait souvent sacrifié à l'amour jusqu'à sa gloire; mais ce ne fut pas le souvenir d'un entraînement des sens qu'il consacra au moment de quitter la vie. Mademoiselle Adèle Souvan accomplissait à peine sa treizième année en octobre 1793; Vergniaud avait trente-cinq ans; la pureté de l'attachement qu'il vouait à cette enfant ne peut être soupçonnée, quoique cette affection paraisse avoir été la plus vive qu'on lui ait connue.

TOUCHARD-LAFOSSE.

(Extrait de l'*Histoire de Vergniaud* *.)

* Cette Histoire est en vente au bureau du Conseil Républicain — Prix : 4 fr. 50 c.

— L'Instruction à tous les partis au sujet des prochaines élections, par M. HERMITTE, de Bordeaux, se vend rue Dauphine, 20.

fiance renaiss et que les propriétaires puissent supporter leur part des charges publiques. Autant les propriétaires seront disposés, nous en sommes sûrs, à venir volontairement en aide à ceux de leurs locataires qui ne pourraient pas payer leurs loyers à jour fixe, autant il importe que les locataires s'abstiennent de manifestations violentes, que la conscience réproouve hautement.

CLUB RÉPUBLICAIN DES OFFICIERS RÉUNIS. — Un club vient de se former sous ce nom. Le général A. de Girardin en est le président. La devise du club est : *Honneur et Patrie*. Il s'est posé pour but les intérêts de l'armée, bouclier et avant-garde de la France.

LES EMPLOYÉS DE L'EX-CHAMBRE. — Les employés de l'ex-chambre ont apporté au Gouvernement provisoire leur offrande, montant à une somme considérable. On ne peut pas agir plus noblement.

LES TUILERIES RENDUES AU GOUVERNEMENT. — Dans une réponse aux délégués des blessés de Février, le ministre des affaires étrangères a déclaré que les Invalides civils seraient établis à Meudon et non aux Tuileries. « Le siège du Gouvernement, a dit le ministre, est nécessairement dans ce palais, près de la Chambre des représentants.

La Presse ayant publié un tableau des fluctuations des fonds publics en France, depuis 1797 jusqu'en 1848, nous croyons devoir donner un extrait des fluctuations du 3 pour cent anglais, que nous trouvons dans le *Daily-News*, qui l'emprunte à une curieuse compilation de M. James van Sommer, secrétaire des agents de la Bourse de Londres. En février 1793, la guerre fut déclarée entre la Grande-Bretagne et la France; les consolidés étaient alors à 76. Nous ne prenons que le chiffre des époques les plus remarquables de 1797 à 1848.

1797. (Suspension de la Banque d'Angleterre.)	57 fr. 1/2	48 fr. 1/2
1800.	68 fr. 3/4	60 fr.
1804. (Paix d'Amiens)	70 fr.	55 fr. 3/4
1804.	59 fr. 1/4	54 fr. 1/4
1812.	63 fr.	55 fr. 3/4
1814. (Paix générale.)	73 fr. 1/2	62 fr. 1/2
1815. (Retour de l'île d'Elbe)	66 fr. 1/4	54 fr. 1/8
1824.	97 fr. 1/8	85 fr. 1/8
1825.	95 fr. 3/4	75 fr.
1830. (Révolution de juillet)	95 fr. 3/4	78 fr. 1/2
1831.	85 fr. 1/4	75 fr. 1/8
1840.	93 fr. 1/8	85 fr. 7/8
1845.	100 fr. 3/4	94 fr. 3/4
1847.	94 fr.	78 fr. 3/4
1848. (23 février)	89 fr.	88 fr. 5/8
— (23 mars)	83 fr. 3/4	82 fr. 7/8

Voici les plus remarquables fluctuations du 3 pour cent français depuis 1825, époque de leur création, jusqu'à ce jour.

1825. (Charles X)	76 fr. 35 c.	59 fr. 80 c.
1830. (Janvier)	85 fr. 35 c.	
1831. (Louis-Philippe)	70 fr. 50 c.	46 fr.
1835.	85 fr. 50 c.	76 fr. 75 c.
1840.	86 fr. 05 c.	65 fr. 90 c.
1845.	86 fr. 40 c.	80 fr. 90 c.
1847.	80 fr. 30 c.	74 fr. 65 c.
1848. (23 mars)	50 fr.	

Quant au 5 pour cent, sous le Directoire, il était tombé jusqu'à 6 1/5. — Il remonta à 44 sous le Consulat. — Il s'éleva jusqu'à 83 sous l'Empire (1812). — Tomba à 64 sous Louis XVIII. — Remonta jusqu'à 109 sous Charles X. — Se releva jusqu'à 126 sous Louis-Philippe; il était à 70 le 23 mars.

(Extrait du N° de mars de la *Revue Britannique*.)

DUEL ENTRE LE PAPE ET UN OFFICIER AUTRICHIEN. — Tout le monde sait que Pie IX, le pape actuel, fut d'abord soldat dans les gardes d'honneur, puis officier dans un régiment autrichien. Mal vu dans ce régiment comme ex-serviteur de la France, il céda un jour à un mouvement de colère. Poussé à bout par l'impertinence journalière des cadets autrichiens à son égard, il défia les plus insolents, et en frappa même un au visage. Rendez-vous d'honneur à la mode française fut pris. Le cadet insulté ouvrit la marche, comme on dit. Mastai, ferme sous les armes, se contenta d'abord de contenir son adversaire, poussant même l'attention jusqu'à l'empêcher de s'enfermer. Après l'avoir désarmé plusieurs fois, le voyant redoubler de furie, il perdit patience à son tour, jeta au loin sa propre épée, et s'avancant, l'œil en feu, sur son ennemi, qui recula comme frappé de stupeur : « Donne-moi donc la mort, lui cria-t-il, tu vois bien qu'un soldat de Napoléon ne tue que sur le champ de bataille. » Le cadet autrichien avait du bon aussi; remis de sa surprise, il ne vit que la générosité de Mastai et l'embrassa. Ses camarades en firent autant.

— On lit dans la *Revue Britannique* : LETTRE D'ODILON-BARROT A M. GARNIER-PAGÈS. — Un journal anglais a publié la lettre suivante, que nous n'avons lue en original dans aucune des feuilles de Paris. Nous la

recueillons ici comme un document historique, en prévenant nos lecteurs que nous traduisons une traduction, et ne garantissons que sa fidélité littérale, sans avoir pu voir le texte.

« Mon cher Garnier-Pagès, — Depuis l'arrivée de votre note, qui m'informe que vous avez pris possession du Gouvernement, et m'invite à vous prêter ma coopération, je n'ai pu vous répondre. Je ne voyais pas et même je n'aperçois pas très-bien encore quelle espèce de coopération je puis vous prêter, moi qui suis tout à fait étranger à la solution adoptée. Cependant, il est certainement nécessaire que tous ceux qui ne veulent pas voir la France détruite par les convulsions, consentent, en bons citoyens, à deux choses qui me semblent prédominantes dans votre mission actuelle. La première est qu'en ressaisissant cette liberté qui doit appartenir à tout gouvernement, — et qui est plus nécessaire au nôtre, sortant comme il sort d'une Révolution, qu'à toute autre, parce que ses nécessités sous ce rapport sont plus impérieuses, — vous devez empêcher que votre révolution politique, — qu'elle soit aussi profondément politique qu'il vous plaira, — ne devienne une révolution sociale, et ne mette en aucune manière la main sur la propriété et les liens de famille. La seconde chose à laquelle je fais allusion est que l'appel fait aux élections générales, qui doivent être l'expression de la souveraineté nationale, soit sincère. Je n'admets pas plus la ruse et le mensonge dans la rue que lorsqu'ils proviennent d'un roi. Des élections faites sous l'influence de la violence ne me paraissent en rien préférables à celles que l'on fait par la corruption. Ainsi donc, ce que je demande, c'est la sécurité pour la propriété et la famille, avec la liberté complète des élections. Si vous êtes fermement résolu à faire respecter ces conditions, même au moyen de la force dont dispose le Gouvernement, je puis vous assurer non-seulement ma coopération morale, mais même les sympathies de tous mes amis. Aucun d'eux, je puis vous le déclarer, ne voudrait imiter les erreurs des émigrés et des Girondins. Ma dernière parole à la chambre et au peuple, fut celle-ci : « Mau-dit soit celui qui allumera une guerre civile en France ! » Je reste fidèle à cette déclaration.

» Toujours votre affectueux ami.

» ODILON-BARROT. »

TRAVAUX DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES RELATIVEMENT AU PROCHAIN SCRUTIN DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES. — On lit dans le *National* : « Encore quelques jours, et plusieurs millions d'hommes déposeront leurs votes dans l'urne électorale. Cette solennelle opération, dont les préparatifs tiennent l'Europe attentive, mérite aussi, par un certain côté, d'occuper les géomètres. En effet, le dépouillement des suffrages leur offre à résoudre encore une fois ce problème fondamental de l'arithmétique : exécuter par une méthode rapide, exacte et susceptible de contrôle, une supputation numérique qu'on ne saurait effectuer directement sans perdre beaucoup de temps et courir de nombreuses chances d'erreur.

Pour apprécier l'importance de cette question spéciale, prenons pour exemple le département de la Seine, et voyons quelle sera la tâche des scrutateurs. — Le décret qui, en prenant pour base 1 député pour 40,000 habitants, attribue 34 députés au département de la Seine, y suppose une population d'environ 34 fois 40,000, ou un million 360,000 habitants, résultat conforme aux données fournies par le dernier recensement. Sur ce nombre, quel sera celui des électeurs ? Les tables de proportion dressées par le bureau des longitudes nous apprennent que sur 10 millions d'habitants, le nombre des individus âgés de plus de 21 ans est de 5,808,267. Cette classe de la population est donc, pour le département de la Seine, d'environ 789,924. D'ailleurs le rapport entre les naissances des individus des sexes masculin et féminin est à peu près celui de 17 à 16. — D'après ces données, le nombre des hommes âgés de 21 ans et plus, dans le département de la Seine, doit surpasser 344,962, et pour tenir compte de ceux qui négligeront d'user de leurs droits, on peut supposer que le nombre des électeurs sera réduit à 300,000.

Trois cent mille bulletins, voilà donc ce qui passera par les mains des scrutateurs, et comme chaque liste portera 34 noms, c'est 34 fois 300,000, ou dix millions deux cent mille noms qui devront être prononcés distinctement et inscrits avec ordre par ceux qui feront le dépouillement des votes.

Quel temps faudra-t-il pour cela ? Dans les élections municipales, on était parvenu à faire en une demi-heure le dépouillement de 100 listes, composées de 12 noms chacune. D'après cette expérience, une heure semblerait devoir suffire au dépouillement de 2,400 noms, et 4,250 heures, c'est-à-dire 354 journées de 12 heures, devraient être employées au dépouillement des dix millions deux cent mille votes à recueillir. Si l'on considère que la difficulté se trouvera notablement accrue par le grand nombre des candidats, on admettra volon-

tiers que cette évaluation est encore trop modeste, et l'on n'hésitera pas à reconnaître que l'opération électorale sera des plus laborieuses, si quelque heureux artifice n'y introduit l'ordre, la certitude et la simplicité.

Les moyens proposés consistent principalement dans l'usage de certaines feuilles de pointage et dans la division du travail entre plusieurs groupes de scrutateurs, qui, pris trois à trois, seraient chargés du dépouillement des votes émis en faveur d'un certain nombre de candidats.

Les feuilles de pointage proposées par M. d'Avent se réduisent à des tables à double entrée. La première colonne verticale renferme les noms des divers candidats et des numéros d'ordre indiquant le rang dans lequel ces noms sont sortis. La première colonne horizontale renferme la suite des nombres naturels. Chaque fois que le nom d'un candidat sortirait de l'urne, la première case vide qui suivrait ce nom serait pointée, et, le pointage terminé, le chiffre situé au-dessus de la dernière case pointée indiquerait le nombre de voix acquises à ce candidat.

Les feuilles de pointage proposées par M. Naquet sont divisées chacune en dix bandes verticales, en tête desquelles on insérerait les noms de dix candidats. Chaque bande renferme un grand nombre de points répartis entre plusieurs lignes horizontales superposées. Chaque fois que le nom d'un candidat sort de l'urne, on barre un des points qui appartiennent à la bande située au-dessous du nom prononcé, en commençant par les points les plus voisins de ce même nom. Les nombres 20, 40, 60, etc., placés en avant de la seconde, de la quatrième, de la sixième ligne horizontale de points, fournissent, quand le pointage est terminé, le moyen de compter immédiatement les voix acquises au candidat dont le nom se lit en tête de la bande.

Les auteurs font remarquer que, dans les grandes villes, le dépouillement des votes ne saurait se faire à la mairie de chaque arrondissement. En effet, supposons que l'on adoptât cette mesure : alors, dans un arrondissement qui renfermerait 30 mille électeurs, le nombre des noms sortis de l'urne pourrait s'élever à plus d'un million. Donc, en supposant que l'on puisse dépouiller 15 noms à la minute, on aurait besoin de 4,000 heures pour effectuer le dépouillement tout entier. Il sera donc nécessaire, surtout à Paris, d'établir dans chaque arrondissement un assez grand nombre de bureaux. M. Naquet propose de faire correspondre les assemblées électorales de Paris aux compagnies de la garde nationale. Dans cette combinaison, trois journées de dix heures pourraient suffire au dépouillement dans chaque salle d'électeurs.

Les feuilles de pointage sont encore, dans le mémoire de M. Naquet, appliquées à un usage particulier qu nous allons indiquer en peu de mots. Pour constater l'exactitude de l'opération, il est utile de charger de scrutateurs spéciaux du soin de recueillir le nombre des voix perdues. Ils opéreraient sur des feuilles de pointage divisées en 34 colonnes verticales, portant en tête les 34 premiers nombres. Alors il suffira de pointer la colonne en tête de laquelle se lirait le nombre 7, par exemple, chaque fois que sur une liste manqueraient les noms de sept candidats. Chaque billet blanc fournirait ainsi un point à la colonne marquée 34.

Le pointage terminé, les trois scrutateurs faisant partie du groupe, dresseraient chacun procès-verbal, et se mettraient d'accord entre eux. De ces trois procès-verbaux, l'un, après avoir été laissé plusieurs jours à la disposition des électeurs, serait livré à l'impression, un autre serait envoyé à la mairie, et le troisième à l'Hôtel-de-ville. L'addition de ces résultats partiels serait ainsi soumise à une vérification publique, et la liste de voix perdues offrirait un moyen de contrôle.

Tels sont les procédés que la commission avait à examiner, et sur lesquels elle a porté un jugement favorable. Quant à M. Cauchy, il ne s'en est pas tenu là, et a présenté pour son compte un système qu'il croit préférable et que nous nous réservons aussi de vous faire connaître.

Une jeune dame offre une pension en commun à deux ou trois personnes qui se connaîtraient et se conviendraient mutuellement. Les repas seraient tout à fait des repas de famille. — S'adresser au bureau du journal, passage Saulnier, 7.

Bourses et Marchés.

BOURSE DE PARIS DU 5 AVRIL.

Continuation de la baisse.

Le 3 % a fermé à 33. — Le 5 % à 50.

Les bons du trésor perdent 48.

Banque de France, jouissance de janvier, fermé à 1080.

Le 5 % belge tombé à 48.

CHEMINS DE FER.

Versailles (rive droite), 100. — Versailles (rive gauche), 98. — Orléans, fermé à 440. — Paris à Rouen, 285. — Rouen au Havre, 46. — Nord, 305.

Le Gérant, CLODOWIG TASTÉ.

Imprimerie centrale de Napoléon CHAIX, rue Bergère, 8.